Des moyens pour la santé et le social, pas pour les Rafale !

De l'argent pour la Sécu, pas pour les obus !

Depuis des années, dans le public comme dans le privé, de la petite enfance aux maisons de retraite, la santé, l'action sociale et le médico-social, subissent de plein fouet les restrictions budgétaires : salaires inférieur au SMIC alors que les prix s'envolent, dégradation des conditions de travail, services saturés, sous-effectifs partout, fermetures de services, de structures entières, médicaments et actes de soins déremboursés, etc.

Après la canicule de 2003, le gouvernement a imposé à tous les salarié·e·s une journée de travail gratuite dite « journée de solidarité » envers les personnes âgées. À ce jour, 63 milliards d'euros ont été collectés. C'est bien plus qu'il ne serait nécessaire pour équiper en climatisation tous les hôpitaux et tous les EHPAD du pays. Pourtant 23 ans après la catastrophe de 2003, la situation sanitaire des hôpitaux et EHPAD, est plus catastrophique que jamais.

Chaque année, lors de la Loi de Finance et la Loi de Finance de la Sécurité Sociale, le parlement vote des budgets qui ne permettent même pas de maintenir l'existant, encore moins de faire face aux besoins nouveaux liés à l'accroissement de la population. Les patients, les usagers et les travailleurs de la Santé et de l'Action Sociale sont les variables d'ajustement de ces lois de finances austéritaires.

Et dans le même temps, un « pognon de dingue » va vers les grandes fortunes et à l'arsenal de guerre. Le premier poste budgétaire de l'État est celui de l'aide aux entreprises avec 211 milliards d'euros. Le budget de l'Armée, lui, est passé de 32 milliards d'euros à 54 milliards d'euros depuis 2017 et la loi de programmation militaire prévoit de le porter à 68 milliards d'ici 2030 et ce sont en tout 6 milliards qui ont été pris à la sécurité sociale (4 milliards au mois de décembre 2025 et 2 milliards au mois de mai 2026) pour renforcer le budget de la guerre et du militarisme.

Appel à la grève le 15 septembre de l'ensemble des travailleuses et travailleurs de la santé, du social et du médico-social[1], qu'ils soient salarié·e·s du privé lucratif ou associatif, fonctionnaires ou contractuel·le·s, pour exiger des budgets qui permettent de répondre aux besoins des services et aux revendications des salarié·e·s.

Pour dénoncer la casse de nos services et établissements et faire entendre nos revendications, rassemblement le 15 septembre à 10 h 30 devant l'ARS (à côté de la gare Viotte) à Besançon

Une journée de grève ne suffira pas à faire plier le gouvernement, et nous appelons déjà, y compris dans le secteur privé de l'action sociale et médico-sociale, à une nouvelle journée de grève le 29 septembre.

[1] L'appel et les préavis de grève couvrent les salariés de la santé et du secteur social du privé, la fonction publique hospitalière et pour la fonction publique territoriale les salariés des CCAS, CMS, ASE, petite enfance, périscolaire, etc.